

LE 16 NOVEMBRE MOBILISATION GÉNÉRALE CONTRE LES POLITIQUES DE REGRESSION DU GOUVERNEMENT & LA LOI TRAVAIL

➔ BNF : LA LUTTE COMMENCE A PAYER, MAINTENONS LA PRESSION !

- > Le 27 sept. lors de la présentation du projet de loi de finance (PLF 2018), la BnF se voyait amputer de 5,2 millions de budget de fonctionnement. Une des plus violentes coupes budgétaires depuis 2009.
- > Le 3 oct. l'intersyndicale BnF (CGT, FSU, SUD) déposait un préavis de grève spécifique à la bibliothèque (budgets, emplois, conditions de travail, etc.).
- > Le 10 oct. (journée de grève fonction publique), plusieurs centaines d'agent-e-s de la bibliothèque cessaient le travail pour dénoncer les politiques de régression du gouvernement et la situation désastreuse de la BnF.

Les premiers résultats : Après des négociations entre la BnF et le Ministère de la culture, plusieurs pistes sont proposées, qui sont des avancées même si des problèmes demeurent :

- **pour limiter l'impact sur les missions :** dégeler une partie des crédits et adjoindre une dotation exceptionnelle afin de ramener la baisse effective à 582.000 euros, ce qui aura tout de même des conséquences.
- **pour les effectifs :** ne pas baisser la masse salariale et maintenir les emplois réels au niveau de 2017

Tant que le Ministère des finances n'aura pas validé ce montage financier et que celui-ci n'aura pas été voté au Conseil d'administration de la BnF (le 30 nov.), il faut maintenir la pression coûte que coûte !

➔ FAISONS BARRAGE AUX POLITIQUES DE REGRESSION :

La baisse des revenus : c'est le résultat de l'augmentation de la CSG pour les retraités et les agent-e-s de l'Etat (compensé jusqu'en 2019 ?), c'est aussi dans la fonction publique la ponction d'une journée de salaire en cas d'arrêt maladie, le gel du point d'indice servant à calculer nos rémunérations (après des années de pertes due à cette même politique), c'est enfin la baisse des allocations logement pour les plus démunis (60% du total des allocataires vivent en dessous du seuil de pauvreté).

La casse du Code du travail : c'est toujours plus de facilité pour licencier, précariser, déroger aux conventions collectives, baisser les salaires, augmenter le temps de travail...

Encore des suppressions de postes dans la fonction publique : c'est moins 120.000 emplois. Après des années de baisse d'effectifs, qui fera le travail ? Va-t-on encore fermer des hôpitaux ? Va-t-on refuser plus de bacheliers à l'université ? Va-t-on encore dégrader les conditions de travail des personnels ?

Une politique fiscale injuste : avec la réforme de l'imposition sur les grandes fortunes, c'est 5 milliards/an en moins dans les caisses de l'Etat. Rien par contre pour renforcer les services publics dont la population à besoin à part ponctionner les budgets qui les font fonctionner (15 milliards d'euros de budgets publics en moins : 7 milliards d'euros au titre de l'Etat, 3 milliards au titre des collectivités territoriales, 5 milliards au titre de la Sécurité sociale). Et toujours rien concernant la fraude fiscale (60 milliards par an).

ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS

Mardi 14 novembre Hall ouest 12h30

MANIFESTATION ET GREVE NATIONALE

Le 16
Nov.

- CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL -
14h République. RDV BnF à l'angle rue du Temple